



PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

A R R Ê T É

Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU la demande présentée par la S.A. COUVOIR PERROT domiciliée au lieu-dit "Pont Huallec" à TROGUERY en vue de l'installation à PLOUEC-du-TRIEUX au lieu-dit "Allée Josse" d'un ensemble de poulaillers d'une capacité de 50.000 poulettes installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils Municipaux de PLOUEC-du-TRIEUX (5 décembre 1990), LANDEBAERON (21 décembre 1990), SAINT-CLET (10 décembre 1990), RUNAN (21 janvier 1991), SQUIFFIEC (25 janvier 1991), POMMERIT-le-VICOMTE (25 janvier 1990) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux de l'Agriculture, de la Protection Civile émis respectivement les 3 janvier 1991 et 4 décembre 1990 ainsi que celui du Sous-Préfet de DINAN en date du 26 novembre 1990 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 30 janvier 1991 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 22 février 1991 ;

VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

**- A R R E T E -**

ARTICLE 1er - La S.A. COUVOIR PERROT domiciliée au lieu-dit "Pont Hualec" à TROQUERY est autorisée à exploiter un élevage de volailles à PLOUEC-du-TRIEUX au lieu-dit "Allée Josse" (section ZM n°s 76c et 81) dont les bâtiments et les stockages de déjections sont implantés à plus de 100 m du tiers le plus proche et à plus de 50 m d'un cours d'eau.

ARTICLE 2 - La capacité maximale de l'élevage classé sous la rubrique n° 58-6° de la nomenclature sera de 50.000 volailles de plus de un jour en présence instantanée, à savoir :

- élevage à créer ..... 50.000 places poulettes.

ARTICLE 3 - Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) observation des prescriptions ci-jointes de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 et de celles annexées à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1990 lorsqu'elles ne sont pas contraires aux premières ;

2°) conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus ;

3°) l'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière ;

4°) évacuation tous les semestres des fientes vers la zone d'épandage ;

5°) les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977 ;

6°) dératisations et désinsectisations périodiques ;

7°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

8°) Conditions particulières d'épandage

Tout épandage est interdit sur les parcelles cadastrées section C n°s 814 et 815 et section ZI n° 121 en raison de la proximité de la prise d'eau du bief du Moulin du Corbeau destinée à l'alimentation en eau potable.

ARTICLE 4 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 - Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 - Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PLOUEC-du-TRIEUX pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de la S.A. COUVOIR PERROT.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la S.A. COUVOIR PERROT dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 - "**Délai et voie de recours** (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 - le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
le Sous-Préfet de GUINGAMP,  
le Maire de PLOUEC-du-TRIEUX,  
l'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la S.A. COUVOIR PERROT pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administrative ou de police ainsi qu'aux maires de LANDEBAERON, SAINT-CLET, SQUIFFIEC, BRELIDY, POMMERIT-le-VICOMTE, RUNAN, pour information.

SAINT-BRIEUC, le **12 AVR. 1991**



Le PREFET,  
Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,

*[Signature]*

**Philippe SABLAYROLLES**